



Arrêt

n° 223 253 du 26 juin 2019
dans l'affaire X / V

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître S. SAROLEA
Rue des Brasseurs 30
1400 NIVELLES

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

LE PRÉSIDENT DE LA V^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 5 avril 2018 par X, qui déclare être de nationalité guinéenne, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 8 mars 2018.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 23 avril 2018 prise en application de l'article 39/73 de la loi du 15 décembre 1980 précitée.

Vu la demande d'être entendu du 27 avril 2018.

Vu l'ordonnance du 4 décembre 2018 convoquant les parties à l'audience du 21 décembre 2018.

Entendu, en son rapport, M. WILMOTTE, président de chambre.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me N. DESGUIN *loco* Me S. SAROLEA, avocates.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommé le « Commissaire général »).

2. Le requérant, de nationalité guinéenne, déclare qu'il résidait à Kindia. Depuis plusieurs années, il entretenait une relation avec [C. C.], de religion catholique, avec laquelle il a eu deux filles et un garçon. En décembre 2014, son père est décédé. Son oncle paternel, [M.], imam, est venu s'installer au domicile familial ; il a demandé au requérant de rompre avec sa compagne en raison de la religion de celle-ci. En aout 2017, le requérant a commencé à s'intéresser au catholicisme et est allé secrètement à l'église avec sa compagne. Durant le même mois, il est parti travailler durant trois jours et a laissé ses enfants chez lui. A son retour, il a constaté que ses deux filles avaient été excisées. Il a protesté et a appris que c'était la volonté de son oncle [M.] ; des voisins sont venus dans la concession suite au bruit de la dispute et lui ont reproché de tenter de changer la religion de la concession. Le soir même, le fils

de son oncle l'a giflé. Le requérant est alors allé vivre chez sa compagne et a commencé à fréquenter l'église sans prendre de précautions. Le 17 septembre 2017, son oncle l'a suivi à l'église, l'a frappé et le requérant a perdu connaissance ; celui-ci s'est réveillé au commissariat de police et son oncle a menacé les policiers de mettre le feu au commissariat si le requérant n'était pas relâché. Les policiers ont demandé au requérant si quelqu'un pouvait l'aider et ce dernier s'est rendu chez son ami, [J.], chrétien également. Après une semaine, il a appris que son oncle et des jeunes du quartier étaient descendus chez sa compagne et avaient menacé de le brûler, parce qu'il avait changé de religion. [J.] a dès lors pris la décision d'envoyer le requérant à Conakry. Celui-ci a quitté la Guinée le 24 octobre 2017 et est arrivé en Belgique le lendemain.

3. La partie défenderesse rejette la demande de protection internationale du requérant en raison du manque de crédibilité de son récit. A cet effet, elle relève une incohérence, des contradictions, des inconsistances et des lacunes dans les déclarations du requérant, qui ne permettent pas d'établir la réalité de sa conversion de la religion musulmane vers la religion chrétienne catholique. Par ailleurs, elle considère que les documents produits par le requérant ne sont pas de nature à modifier sa décision.

4. Le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommé le « Conseil ») constate que les motifs de la décision attaquée se vérifient à la lecture du dossier administratif.

5.1. La partie requérante critique la motivation de la décision. Elle invoque la violation des articles 48/3 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

5.2. Par le biais d'une note complémentaire adressée au Conseil le 13 décembre 2018 (dossier de la procédure, pièce 10), la partie requérante a déposé un nouveau document, à savoir un témoignage du 9 décembre 2018 du pasteur J. V. de Lanaken, que celui-ci a rédigé en néerlandais et dont il a établi une traduction en français.

6. S'agissant de la charge de la preuve, le Conseil souligne qu'en application de l'article 48/6, § 1^{er}, première phrase, et § 4, de la loi du 15 décembre 1980, lus notamment au regard de l'article 4, § 1^{er}, de la directive 2011/95/UE du 13 décembre 2011 du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte), s'il revient, au premier chef, au demandeur d'asile de fournir les informations nécessaires afin de permettre de procéder à l'examen de sa demande, l'autorité compétente, en l'occurrence le Commissaire général, a pour tâche d'examiner et d'évaluer les éléments pertinents de la demande en coopération avec le demandeur d'asile ; pour ce faire, il doit notamment tenir compte de toutes les informations pertinentes relatives au pays d'origine du demandeur, et ce conformément à l'article 48/6, § 5, a à d, de la loi du 15 décembre 1980 (voy. dans le même sens l'arrêt rendu en assemblée générale, CCE, n° 195 227 du 20 novembre 2017).

Par ailleurs, l'obligation de motivation du Commissaire général ne le contraint pas à démontrer l'existence d'éventuelles déclarations mensongères ou contradictoires, mais bien à exposer les raisons pour lesquelles le demandeur ne l'a pas convaincu qu'il craint avec raison d'être persécuté ou qu'il encourt un risque réel de subir des atteintes graves s'il était renvoyé dans son pays d'origine.

Enfin, dans les cas où un doute existe sur la réalité de certains faits ou la sincérité du demandeur, l'énoncé de ce doute ne dispense pas de s'interroger in fine sur l'existence d'une crainte d'être persécuté ou d'un risque de subir des atteintes graves qui pourraient être établis à suffisance, nonobstant ce doute, par les éléments de la cause qui sont, par ailleurs, tenus pour certains.

7. A cet égard, le Conseil estime que la partie requérante ne formule pas de moyen sérieux susceptible de mettre valablement en cause les motifs de la décision attaquée et qu'elle ne fournit en réalité aucun éclaircissement de nature à établir la crédibilité des faits qu'elle invoque et le bienfondé de la crainte qu'elle allègue.

7.1. S'agissant de l'inconsistance des déclarations du requérant et les nombreuses méconnaissances qui y sont relevées concernant la religion catholique et sa motivation à se convertir à cette religion, la partie requérante rappelle que *« le requérant n'a pas suivi de formation scolaire importante. Il a arrêté l'école en 4^{ème} primaire. De plus, il s'intéresse à une religion dont la connaissance est assez faible pour lui à la vue de ses origines religieuses personnelles. Il s'agit de plus d'une religion minoritaire et peu connue en Guinée car peu pratiquée. [...] Le peu qu'il a pu apprendre, il l'a appris par sa compagne qui*

n'est pas non plus une théoricienne. Enfin, les pratiques religieuses peuvent être très variables d'un lieu à l'autre, notamment dans des pays de l'Afrique de l'Ouest où les chrétiens sont minoritaires et où les croyances animistes restent très présentes. Les religions se mêlent aux coutumes » (requête, p. 10).

Cette explication ne convainc pas le Conseil.

Il ressort, en effet, du dossier administratif et en particulier des notes de l'entretien personnel du requérant au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommé le « Commissariat général ») que ses connaissances sur la religion à laquelle il prétend s'être converti, sont extrêmement lacunaires. Le Conseil rappelle par ailleurs que le requérant a déclaré qu'il s'est converti à la religion catholique en aout 2017, soit au moins cinq mois avant son entretien personnel au Commissariat général, que, depuis « *au moins 2006* » selon ses propos à l'audience, il fréquentait sa femme, chrétienne catholique avec qui il a trois enfants, que celle-ci était pratiquante et qu'elle lui apprenait les préceptes de sa religion et que depuis aout 2017, il se rendait à l'église pour assister à des célébrations eucharistiques (dossier administratif, pièce 6, pp. 5, 6 et 13). Le Conseil estime qu'il aurait dès lors à tout le moins dû pouvoir fournir des informations élémentaires concernant la religion catholique, quand bien même « *le requérant n'a pas suivi de formation scolaire importante* », qu'« *[i]l s'agit de plus d'une religion minoritaire et peu connue en Guinée car peu pratiquée* » et que « *les pratiques religieuses peuvent être très variables [...] dans des pays de l'Afrique de l'Ouest où les chrétiens sont minoritaires et où les croyances animistes restent très présentes* » (requête, p. 10).

Par ailleurs, interrogé à l'audience sur la raison pour laquelle il ne s'est intéressé à la religion chrétienne catholique qu'en aout 2017 alors qu'il était en couple depuis plus de dix ans avec une femme chrétienne, catholique pratiquante, le requérant ne fournit aucune réponse. Enfin, le Conseil observe que le requérant n'est toujours pas en mesure de fournir le nom du pape actuel, le chef de l'église catholique, lorsque la question lui est posée à l'audience.

7.2. Le Conseil estime que le témoignage du pasteur J. V. de Lanaken (voir ci-dessus, point 5.2) ne permet pas d'infirmes les constats posés ci-avant.

Le pasteur J. V. se borne, en effet, à attester qu'il rencontre le requérant chaque dimanche « *depuis un certain temps* », que ce dernier « *démontre un grand intérêt à suivre la célébration eucharistique* » dans l'Eglise Sainte-Ursule à Lanaken et qu'il a l'« *intention de se convertir à la religion catholique* », sans plus de développements.

D'une part, ce témoignage ne contient pas le moindre élément susceptible d'établir la réalité des faits de persécution qu'invoque le requérant comme étant à la base de ses craintes l'ayant amené à fuir son pays. Au contraire, elle comporte une nouvelle incohérence : en effet, rédigée le 9 décembre 2018, elle fait état de l'intention du requérant de se convertir à la religion catholique alors que ce dernier a toujours prétendu s'être converti depuis le mois d'aout 2017.

D'autre part, le Conseil estime que la seule intention du requérant de se convertir à la religion catholique ne permet pas de fonder dans son chef une crainte de persécution en cas de retour en Guinée.

En tout état de cause, si la partie requérante fait valoir que, « *[m]algré des droits et libertés religieuses reconnus dans le droit guinéen, en pratique les persécutions que peuvent subir les chrétiens par les musulmans sont bien réelles* » (requête, p. 10), elle ne démontre pas que les musulmans qui se convertissent au christianisme en Guinée seraient exposés à des discriminations ou à des violences permettant de les considérer comme étant victimes d'une persécution de groupe, à savoir une persécution résultant d'une politique délibérée et systématique, susceptible de frapper de manière indistincte tout membre d'un groupe déterminé du seul fait de son appartenance à celui-ci, à savoir les musulmans se convertissant au christianisme ; l'extrait du rapport de l'*United States Department of State*, que reproduit la requête (pp. 10 et 11), ne permet pas de tirer une telle conclusion. A l'audience, si la partie requérante soutient qu'elle craint d'être persécutée en cas de retour en Guinée parce qu'elle s'est détournée de l'islam, elle ne produit aucune information pour étayer le bienfondé de ses craintes à cet égard.

7.3. En conclusion, le Conseil estime que les motifs de la décision attaquée portent sur les éléments essentiels du récit du requérant et qu'ils sont déterminants, permettant, en effet, à eux seuls de conclure à l'absence de crédibilité de la conversion religieuse du requérant et des problèmes consécutifs qu'il invoque ; il n'y a par conséquent pas lieu d'examiner plus avant les développements de la requête relatifs à « *la confusion entre son ancienne religion et sa nouvelle religion* » (requête, p. 8), à l'« *erreur de vocabulaire d'un terme religieux* » et à « *l'incohérence temporelle* » quant à sa conversion (requête, p. 9) qui sont surabondants, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre

conclusion. Par ailleurs, en tout état de cause, la partie requérante n'établit pas que sa crainte d'être persécutée en cas de retour en Guinée parce qu'elle se serait détournée de l'islam, est fondée.

8. Pour le surplus, le Conseil constate que la partie requérante ne sollicite pas l'octroi de la protection subsidiaire.

8.1. D'une part, la requête n'invoque aucun moyen ou élément susceptible d'établir qu'il existe de sérieux motifs de croire qu'en cas de retour dans son pays d'origine le requérant encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, a et b, de la loi du 15 décembre 1980, à savoir la peine de mort ou l'exécution, la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants. En tout état de cause, dans la mesure où il a déjà jugé, dans le cadre de l'examen de la demande de reconnaissance de la qualité de réfugié, que les faits invoqués par le requérant ne sont pas établis et que sa crainte de persécution n'est pas fondée, le Conseil estime qu'il n'existe pas davantage d'élément susceptible d'établir, sur la base des mêmes événements et motif, qu'il existerait de sérieuses raisons de croire qu'en cas de retour en RDC le requérant encourrait un risque réel de subir les atteintes précitées.

8.2. D'autre part, le Conseil ne peut que constater que la partie requérante ne fournit pas le moindre argument ou élément qui permettrait d'établir que la situation qui prévaut actuellement en Guinée correspond à un contexte de violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980. En tout état de cause, le Conseil n'aperçoit dans le dossier administratif et dans le dossier de la procédure aucune indication de l'existence d'un tel contexte.

8.3. En conséquence, il n'y a pas lieu d'accorder la protection subsidiaire à la partie requérante.

9. Pour le surplus, le Conseil ayant conclu à la confirmation de la décision attaquée, il n'y a pas lieu de statuer sur la demande d'annulation que formule la partie requérante.

10. Entendue à sa demande conformément à l'article 39/73, § 4, de la loi du 15 décembre 1980, la partie requérante se réfère à l'audience aux écrits de la procédure et au nouveau témoignage qu'elle a déposé.

11. En conclusion, la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, ni qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle encourrait en cas de retour dans son pays un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la même loi.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-six juin deux-mille-dix-neuf par :

M. M. WILMOTTE, président de chambre,

Mme M. BOURLART, greffier.

Le greffier, Le président,

M. BOURLART

M. WILMOTTE